

2030^e séance

Vendredi 16 novembre 1973, à 15 heures.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.2030

POINT 62 DE L'ORDRE DU JOUR

Situation sociale de la jeunesse dans le monde : rapport du Secrétaire général (suite) [A/9003 et Corr.1, chap. XXI, sect. A.8; A/9119 et Corr.1, A/C.3/L.2052, 2061 à 2063, E/CN.5/486 et Corr.1, Add.1 et Add.1/Corr.1 et E/CN.5/486/Résumé]

1. Mlle TROPP (Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture), prenant la parole sur l'invitation du Président, dit qu'en raison du temps limité dont dispose la Commission elle se bornera à donner quelques indications concernant la deuxième Tribune libre internationale sur le rôle de l'université dans la société qui s'ouvrira à la Maison de l'UNESCO le 19 novembre et qui réunira 30 jeunes représentants d'autant de pays des différentes régions du monde — y compris les représentants africains de mouvements de libération nationale. Ces jeunes examineront entre eux et avec des journalistes spécialisés, au cours de débats publics, les problèmes clefs qui se posent dans le domaine de l'enseignement, de la science et de la culture, et notamment les questions suivantes : la jeunesse et le développement de la science et de la technique; l'école et l'enseignement supérieur; les mouvements d'étudiants et de jeunes et les institutions établies, nationales et internationales; enfin le sens du terme "jeunesse" dans le monde contemporain. L'un des buts de cette Tribune est d'aider les mouvements de jeunesse du monde à nouer des liens plus étroits, à prendre conscience des différentes façons d'aborder des problèmes d'intérêt commun, à préciser leurs objectifs et leurs programmes touchant l'innovation en matière d'éducation, l'évolution de la société et la participation de la jeunesse au développement. La Tribune vise à encourager le libre-échange des idées et des programmes d'action entre les divers mouvements de jeunes, afin de parvenir à une meilleure compréhension de la pensée contemporaine, et à examiner les possibilités de coordination pour ce qui est des problèmes d'intérêt commun.

2. L'ordre du jour de la Tribune a été élaboré en consultation avec des jeunes de 13 pays, développés et en voie de développement. Le thème des débats est le rôle de l'université mais, eu égard au fait que les mouvements des étudiants jouent généralement le rôle de détonateur ou de pivot d'une action politique et sociale plus vaste, la question centrale sous-jacente sera celle de savoir pourquoi et comment la jeunesse en est venue à occuper une place aussi importante dans la société moderne et dans la remise en cause des institutions sociales et politiques.

3. En ce qui concerne la question de l'école et de l'enseignement supérieur, les participants examineront les points suivants : quels sont les problèmes "internes" de l'université qui déclenchent les actions des étudiants ? Quelle est la signification de la crise de l'université contemporaine ? Le système d'enseignement satisfait-il les besoins universels des

jeunes et permet-il d'atteindre des objectifs universels, ou sert-il les intérêts du groupe social dominant et, compte tenu de cette question, comment l'action des étudiants s'est-elle développée face aux autorités universitaires ? Le débat public avec des journalistes spécialisés sera axé sur la question de savoir s'il faut détruire le système d'enseignement actuel et le remplacer par un autre, question qui est au cœur de l'étude récente de l'UNESCO "Apprendre à être".

4. Le débat sur la jeunesse et le développement de la science et de la technique portera sur la question de savoir si les hommes de science et les techniciens peuvent rester neutres et sur les rapports de la science et du pouvoir. Le débat public avec des journalistes spécialisés sera axé sur la question de savoir à qui profite la science.

5. Les relations des jeunes et des étudiants avec les autorités de leur pays et les instances internationales préoccupent au plus haut point les participants de la Tribune, qui examineront, à ce propos, le problème de la dépendance économique des pays du tiers monde ainsi que celui des actions menées par les jeunes dans les pays en voie de développement et dans les ghettos des villes industrialisées, en se demandant si ces actions vont dans le même sens.

6. S'efforçant de cerner le sens du terme "jeunesse", la Tribune essaiera d'expliquer pourquoi et comment les mouvements de jeunes se sont formés, les raisons pour lesquelles les institutions politiques, économiques et culturelles ont une politique de la jeunesse, pourquoi et comment la jeunesse est une telle caisse de résonance pour les grands problèmes de l'époque contemporaine, enfin si la jeunesse est un bloc monolithique ou se divise en fonction de convictions sociales et politiques et de valeurs culturelles différentes.

7. M. EVDOKEEV (Union des Républiques socialistes soviétiques) souligne l'importance des jeunes dans un monde où la révolution scientifique et technique ouvre des possibilités réelles au progrès dans tous les domaines du développement. Néanmoins, la réalisation de ces possibilités dépend en grande partie de la solution des problèmes internationaux et des problèmes économiques et sociaux de pays pris individuellement et il est essentiel de créer — notamment en mettant fin à la course aux armements, au chômage massif et à l'inégalité sociale — un climat favorable à l'épanouissement des jeunes.

8. Dans l'Union soviétique, où le socialisme a permis de réaliser ces conditions et où les jeunes vivent depuis plusieurs générations dans une économie en expansion, l'éducation et le développement général des jeunes accusent un progrès considérable.

9. L'Union soviétique a réussi à protéger ses jeunes — à un âge où ils sont encore vulnérables et influençables — contre la propagande de la violence, du militarisme, de la haine nationale et raciale et contre l'amoralité que propagent malheureusement dans cer-

tains pays les moyens d'information de masse. Elle leur inculque au contraire le respect du travail pour la société et des valeurs culturelles, ainsi que des idéaux de paix, de compréhension mutuelle entre les peuples, de démocratie et de progrès, développant ainsi chez eux de hautes qualités morales et spirituelles.

10. Le Gouvernement de l'Union soviétique fait en sorte que l'enseignement soit accessible au plus grand nombre de personnes et à tous les secteurs de la population. Ainsi, pendant l'année scolaire 1972-1973, 81 millions de personnes, dont une majorité de jeunes, ont reçu un enseignement. Les établissements d'enseignement technique secondaire, qui forment des spécialistes hautement qualifiés pour l'économie nationale, comptaient en 1971-1972 4,4 millions d'élèves, cependant que les établissements d'enseignement supérieur formaient en 1972-1973 4,5 millions d'étudiants, les jeunes filles représentant respectivement 53 p. 100 et 49 p. 100 des effectifs. Grâce à l'accessibilité de l'enseignement, la structure sociale des étudiants reflète celle de la société soviétique. En outre, les jeunes disposent de centaines de bibliothèques, de maisons de la culture, de théâtres, de cinémas et de musées.

11. M. Evdokeev fait observer que de nombreuses publications existent dans les langues des différentes nationalités de l'Union, qui sont d'ailleurs utilisées aussi par les autres moyens d'information de masse pour propager l'enseignement et la culture des diverses ethnies.

12. L'éducation des jeunes et le développement de leurs capacités s'étend au-delà de la scolarisation. La participation active des jeunes à la vie publique est une condition de la formation de leur personnalité de citoyens, de travailleurs et de créateurs. Il est donc essentiel de ne tolérer aucune discrimination, notamment dans les conditions de travail et de rémunération des jeunes.

13. L'Union soviétique a une grande expérience dans la création de conditions favorables à l'adaptation des jeunes à la vie productive. Pour cela, les administrations des entreprises, les syndicats, les organisations de jeunes encouragent matériellement et moralement les jeunes travailleurs. Il faut noter que les jeunes participent activement à la mise en valeur des richesses naturelles en Sibérie, dans l'Oural et le Kazakhstan, par exemple. Le peuple soviétique est fier de ses jeunes, qui sont les dignes héritiers de leurs prédécesseurs.

14. Les jeunes participent aussi activement à la vie politique et publique. Aux termes de la Constitution de l'Union soviétique, tous les citoyens, sans aucune discrimination, ont le droit de vote à l'âge de 18 ans et sont éligibles à l'âge de 23 ans. Plus de 618 000 — soit 28,2 p. 100 — des députés élus aux soviets locaux en juin 1973 étaient âgés de moins de 30 ans. L'Union des jeunes communistes léninistes de l'Union soviétique joue un rôle considérable dans la préparation des jeunes à une vie publique active. Elle regroupe 35 millions de jeunes, âgés de 14 à 28 ans.

15. Passant ensuite à l'examen du rapport du Secrétaire général sur la jeunesse (E/CN.5/486 et Corr.1, Add.1 et Add.1/Corr.1 et E/CN.5/486/Résumé), la délégation soviétique considère que la tentative visant à faire évaluer les problèmes de la jeune génération par les représentants des jeunes

eux-mêmes constitue un aspect positif de ce document, qui présente cependant un certain nombre de défauts. Il montre en effet les divers aspects de la situation des jeunes en dehors du contexte des processus socio-économiques complexes de l'époque moderne. Ainsi, des phénomènes comme les révolutions socialistes et l'édification du socialisme dans certains pays, la révolution scientifique et technique, l'essor des mouvements de libération nationale, sont passés sous silence ou seulement mentionnés. C'est à juste titre que le rapport est axé essentiellement sur les problèmes spécifiques des jeunes, mais la particularité de ces problèmes tient à ce qu'ils sont indissolublement liés à ceux des groupes sociaux et organiquement liés à ceux de l'ensemble de la société.

16. Sans nier l'importance de l'aspect psychologique de nombreux problèmes de la jeunesse, M. Evdokeev pense que les auteurs du rapport ont attaché à cet aspect de la question une attention exagérée, aux dépens d'une étude de la condition sociale et économique des jeunes travailleurs. Ainsi, le rapport ne dit rien des conditions de travail des jeunes, de leur intégration dans l'entreprise, du travail des jeunes femmes, des jeunes migrants, des travailleurs qui étudient. On peut critiquer également le fait que le rapport ne mentionne pratiquement pas les activités des nombreuses organisations de jeunes qui existent dans le monde ni leur lutte pour faire respecter les droits des jeunes et améliorer leur situation. Ces organisations ont pourtant montré leur expérience dans ce domaine et présenté, au cours de nombreuses réunions internationales, des programmes proposant des solutions aux problèmes sociaux et économiques de la jeune génération.

17. La délégation soviétique tient pourtant à marquer sa satisfaction devant un certain nombre de conclusions du rapport, en particulier celle qui concerne la nécessité de supprimer les barrières existant entre le nombre relativement restreint de jeunes appartenant aux couches privilégiées de la société et l'immense majorité des jeunes qui n'ont pas accès dans des conditions d'égalité à l'éducation et au progrès économique. Elle approuve également les recommandations tendant, entre autres, à un accès plus équitable à l'enseignement, à l'absence de discrimination dans l'emploi et au respect du principe "à travail égal, salaire égal", de même que celle qui tend à faire bénéficier de façon équitable les jeunes ruraux des réformes agraires.

18. M. Evdokeev souligne que la solution des problèmes qui se posent aux jeunes d'aujourd'hui est l'une des conditions du progrès économique et social des différents pays et de leur développement dans tous les domaines et que l'Organisation des Nations Unies a un rôle à jouer, à cet égard, dans les échanges de renseignements et de données d'expériences.

19. Mlle LANDABURU (Espagne) fait observer que, si la question de la situation sociale des jeunes dans le monde provoque un tel intérêt, c'est parce que le progrès et la paix sociale reposent sur une participation équilibrée de toutes les générations à la vie de la nation. La Commission ayant récemment approuvé, lors de l'examen du point 58 de l'ordre du jour, un projet de résolution (A/C.3/L.2051/Rev.1) où il est recommandé aux gouvernements de faciliter la contribution des personnes âgées au développement économique et social, il est normal qu'elle examine à présent la question de la

participation des jeunes aux activités politiques, économiques et sociales. Sans le non-conformisme — et même l'attitude contestataire — de la jeunesse, la société se scléroserait. Mlle Landaburu souligne toutefois que l'ampleur de la participation des jeunes aux activités nationales diffère dans chaque société et dépend de nombreux facteurs, tels que la structure par âge de la population ou le degré d'évolution de la société en question.

20. Pour que cette participation des jeunes au progrès de la société s'effectue dans les meilleures conditions, il est indispensable de prendre des mesures préparatoires appropriées, notamment sur le plan de la santé, de la vie familiale et de la formation culturelle — scolaire, professionnelle ou universitaire — et de confier aux jeunes des responsabilités croissantes dans les activités sportives, scolaires et sociales auxquelles ils prennent part. Les jeunes doivent sentir qu'ils contribuent à modifier et à modeler la société compte tenu de leurs aspirations. C'est dans ce sens que s'oriente la politique de l'Espagne vis-à-vis de la jeunesse : formation d'une jeunesse saine, physiquement et mentalement; enseignement général gratuit à tous les niveaux, selon les aptitudes de chacun; renforcement de la famille en fournissant à celle-ci les moyens nécessaires pour qu'elle puisse jouer son rôle; participation progressive et active des jeunes aux activités qui leur sont destinées, ainsi qu'aux activités politiques, sociales et économique du pays.

21. Pour ce qui est du rapport sur la jeunesse établi par le Secrétariat, Mlle Landaburu estime qu'il serait utile, à l'avenir, de partir de données plus larges pour tenir compte des différentes situations qui existent dans le monde.

22. La délégation espagnole appuiera tout projet de résolution qui, conformément aux principes qu'elle a mentionnés, encouragera et facilitera la participation active de la jeunesse à la vie de son pays ainsi qu'à la réalisation des idéaux de la communauté internationale dont s'inspire la Charte des Nations Unies.

23. M. VALDERRAMA (Philippines) rappelle que dès le début de l'histoire de la nation philippine la jeunesse a joué un rôle important dans les affaires du pays et que les plus grands héros de la révolution philippine étaient des hommes encore très jeunes. Cet engagement traditionnel de la jeunesse philippine dans les affaires du pays devient encore plus urgent à l'heure actuelle où, d'après les statistiques, les jeunes de moins de 19 ans représenteront en 1975 près de la moitié de la population totale du pays. Le Gouvernement philippin attache une grande importance à leur participation à la vie nationale et à cette fin a donné le droit de vote à tous les jeunes âgés de 18 ans. Tous les jeunes âgés de 15 ans au moins doivent participer aux assemblées de citoyens où sont examinées et décidées les questions d'intérêt local et national, ainsi qu'au référendum qui a ratifié la nouvelle Constitution philippine. Des jeunes occupent des postes ministériels, participent à des conférences internationales et sont membres de la délégation des Philippines auprès de l'Organisation des Nations Unies.

24. La délégation philippine se félicite de l'attention accrue portée par l'ONU aux problèmes, besoins et aspirations des jeunes du monde entier, et accueille

avec satisfaction le rapport du Secrétaire général à ce sujet. Elle souscrit d'une façon générale aux conclusions qui y sont formulées, compte tenu des limites d'un rapport fondé sur une enquête effectuée dans 14 pays seulement. En ce qui concerne les Philippines toutefois et en particulier la situation de l'enseignement dans ce pays, elle tient à corriger l'impression fautive qui pourrait être créée par la déclaration isolée d'un étudiant philippin selon laquelle les meilleures écoles seraient encore réservées à une élite (voir E/CN.4/486 et Corr.1, par. 62). Certes l'enseignement philippin est loin d'être parfait, mais il ne faut pas oublier que le taux d'alphabétisation de la population (75 p. 100) est l'un des plus élevés des pays en voie de développement. Conscient de la nécessité d'adapter l'enseignement aux besoins en main-d'œuvre de l'économie du pays, le gouvernement a entrepris une réforme du système d'enseignement, qui met l'accent sur l'enseignement technique tout en restant fidèle aux principes de l'éducation libérale. Pour parer aux graves conséquences du chômage et du sous-emploi pour la jeunesse, il a accordé un rang de priorité élevé à la promotion de l'emploi, et des programmes de formation professionnelle destinés aux jeunes chômeurs des zones rurales et urbaines ont été mis en œuvre par le Département de la protection sociale et de la main-d'œuvre ainsi que par le Conseil de la jeunesse du Ministère du travail, avec le concours de l'OIT et du FISE. Ces programmes s'efforcent d'introduire des innovations dans le système d'enseignement conformément aux recommandations formulées dans le rapport du Secrétaire général.

25. En ce qui concerne l'action à entreprendre sur le plan international, l'Organisation des Nations Unies doit continuer à s'occuper des problèmes de la jeunesse et à prendre des initiatives de caractère dynamique en leur faveur. Elle doit effectuer un examen sincère et sans passion de la situation des jeunes, afin d'élaborer des politiques et programmes susceptibles de répondre à leurs besoins et à leurs aspirations. A cet égard, la délégation philippine attend avec intérêt l'examen par l'Assemblée générale, à sa vingt-neuvième session, des conclusions et recommandations du Groupe consultatif spécial pour la jeunesse chargé de conseiller le Secrétaire général.

26. M. Valderrama donne lecture d'extraits d'un ouvrage récent du Président de la République philippine, *Notes on the New Society of the Philippines*, où l'accent est mis sur l'importance de l'éducation et de la culture pour réaliser les objectifs de la révolution et il indique que le gouvernement souscrit pleinement aux conclusions (voir A/C.3/L.2052) auxquelles est parvenu le Séminaire sur la jeunesse et les droits de l'homme, qui s'est tenu à San Remo, en août dernier.

27. M. ACEMAH (Ouganda) dit que la délégation ougandaise attache la plus grande importance à la question à l'étude ainsi qu'à la nécessité de préparer les jeunes, qui représentent une fraction importante de la population ougandaise, à servir efficacement la société dont ils font partie.

28. En Ouganda, les jeunes ont fait preuve d'un dévouement, d'une bonne volonté et d'un sens des responsabilités exemplaires en s'attaquant aux problèmes les plus ardues qui se posent à la société. Par l'intermédiaire d'organisations de jeunesse bénévoles, ils ont lancé, mis en œuvre et financé, grâce à des

fonds recueillis par eux, un certain nombre de projets d'auto-assistance — construction de routes, de foyers pour personnes âgées, d'écoles, de systèmes d'adduction d'eau en zone rurale; programmes agricoles; campagnes d'alphabétisation des adultes, etc. Cette expérience a convaincu le Gouvernement ougandais que la jeunesse d'aujourd'hui pouvait, si on lui en donnait la possibilité, jouer un rôle important sur le plan international. Les jeunes, déçus par les injustices et les inégalités qui caractérisent le monde actuel, affirment la nécessité de procéder aux changements qui s'imposent dans les domaines social, politique et économique si l'on veut éviter que la situation actuelle n'ait des conséquences désastreuses pour la communauté internationale et ils sont prêts à se mettre au service de l'humanité.

29. Le Gouvernement ougandais, pour sa part, s'est efforcé d'élaborer un système d'enseignement correspondant aux besoins et aux objectifs socio-économiques du pays ainsi qu'aux aspirations de la jeunesse. Il a abandonné un enseignement élitiste pour s'orienter vers une formation plus pratique. Des matières comme l'agriculture, la menuiserie et l'enseignement ménager figurent aux programmes des écoles primaires et secondaires. Les jeunes sont dirigés vers les écoles techniques, les établissements agricoles et les écoles professionnelles afin d'acquérir les qualifications nécessaires pour pouvoir participer au développement national.

30. Le rapport du Secrétaire général sur la jeunesse fait ressortir nombre des problèmes qui se posent aux jeunes d'aujourd'hui, en particulier dans les pays en voie de développement. La question de l'emploi, du chômage ou du sous-emploi continue à être l'une des préoccupations essentielles des gouvernements de ces pays. Les vues des jeunes sur cette question doivent être prises en considération et la jeunesse doit participer à la planification et à la mise en œuvre des programmes d'éducation et d'emploi conçus pour eux.

31. Mme MANDARA (République-Unie de Tanzanie) souligne que le problème de la jeunesse est universel, les aspects divers qu'il prend dépendant essentiellement des différents types de sociétés dans lesquelles le jeune vit. Dans tous les pays se pose le problème du chômage et de l'enseignement à dispenser aux jeunes pour leur permettre de jouer leur rôle au sein de la société et de la communauté internationale. A cet égard, la délégation tanzanienne note avec satisfaction que le rapport du Secrétaire général sur la jeunesse reprend les idées formulées par le Président de la République-Unie de Tanzanie dans la Déclaration d'Arusha, selon lesquelles le système d'enseignement doit promouvoir les objectifs sociaux d'une vie et d'un travail en commun pour le bien de tous, et préparer les jeunes à jouer un rôle dynamique et constructif dans la création d'une société dont tous les membres seront associés équitablement à la bonne comme à la mauvaise fortune du groupe et dans laquelle le progrès se mesurera en termes de bien-être humain (voir E/CN.5/486/Add.1 et Corr.1, par. 205).

32. Dans la République-Unie de Tanzanie, 98 p. 100 de la population réside dans les zones rurales, aussi l'accent est-il mis sur le développement rural, la création de petites industries et l'amélioration des méthodes de culture. On s'efforce ainsi de prévenir l'exode des jeunes vers les villes et on incite les jeunes

diplômés à revenir mettre leurs compétences au service de la population rurale.

33. La délégation tanzanienne souscrit aux conclusions du Séminaire sur la jeunesse et les droits de l'homme, qui s'est tenu en août à San Remo et s'associera à toute résolution sur la jeunesse qui serait présentée à la Commission.

34. M. TUMI (République arabe libyenne) déclare que la Révolution arabe libyenne ne néglige aucun effort pour fournir aux jeunes l'expérience et la formation qui leur permettront d'assumer leurs responsabilités tant à l'égard d'eux-mêmes qu'à l'égard de la nation. Sur le plan international, la jeunesse libyenne s'emploie à renforcer les liens d'amitié existant entre les jeunes du monde entier et participe aux échanges d'idées au service de la paix et de la fraternité. A cette fin, la Révolution arabe libyenne a créé en 1973 une organisation d'auberges pour la jeunesse.

35. La jeunesse libyenne assume la responsabilité principale de l'administration de toutes les affaires du pays. Les membres du Conseil révolutionnaire sont tous des jeunes, dont aucun n'avait plus de 29 ans en 1969, date de la Révolution. La jeunesse libyenne s'est engagée à servir la cause de la fraternité, de la prospérité, de la paix et de la justice internationales, et ce par des moyens pacifiques. Pour pouvoir réaliser ces objectifs, il faut assurer aux jeunes une totale liberté politique, économique et sociale; ce n'est que dans ce cadre de liberté, en effet, qu'ils pourront exiger des mesures visant à libérer les peuples du colonialisme, de la nomination et de la discrimination raciale. Il faut ensuite coordonner leurs activités au sein de divers mouvements de jeunesse internationaux. Il faut que toutes les nations et tous les peuples épris de paix consacrent tous leurs efforts à la cause de la jeunesse, et aident en particulier ceux qui souffrent de la persécution, de l'intimidation, de la torture et de l'emprisonnement en Palestine et dans les autres territoires arabes qu'occupent les sionistes armés par les Etats-Unis.

36. M. Tumi dit qu'en application des résolutions relatives à la jeunesse adoptées par l'Assemblée générale à sa vingt-septième session le Gouvernement libyen a convoqué deux conférences internationales de jeunes : la première, qui s'est tenue à Tripoli du 14 au 17 mai 1973, a réuni des jeunes de pays arabes et européens, ainsi que des jeunes représentants des mouvements de libération nationale; la deuxième était consacrée à la jeunesse du monde islamique. Ces conférences ont permis de faire des progrès dans la voie de la compréhension internationale entre jeunes venant d'horizons politiques et idéologiques différents, en leur donnant la possibilité d'exprimer en toute franchise leurs opinions sur de nombreuses questions nationales et internationales.

37. M. CHAVANAVIRAJ (Thaïlande) dit que sa délégation attache une grande importance aux efforts entrepris pour promouvoir la participation de la jeunesse à la vie de la société. Elle estime en particulier que le Secrétaire général est parvenu, dans son rapport, à analyser dans ses grandes lignes la question si complexe qu'étudie la Commission. La délégation thaïlandaise souscrit sans réserve à l'idée, exposée dans la première partie du rapport (E/CN.5/486 et Corr.1), selon laquelle les jeunes devraient jouer un rôle plus significatif dans la société, ce que désigne le concept de "participation". Il est nécessaire d'assurer

une plus grande communication et une meilleure compréhension mutuelle entre les adultes et les jeunes afin que ces derniers ne se sentent pas exclus des activités de la société.

38. M. Chavanaviraj souligne le rôle de plus en plus important joué dans son pays par les jeunes, et en particulier par les étudiants. De jeunes étudiants de diverses universités ont formé un mouvement dont les activités bénévoles dans le domaine du développement communautaire contribuent à l'application de la politique de développement du gouvernement. La création, il y a quelques années, du Conseil national des étudiants a permis aux jeunes de participer davantage à l'élaboration des politiques nationales; par l'intermédiaire du Conseil, ils peuvent en effet exposer leurs vues et proposer des solutions concernant certains problèmes politiques, économiques et sociaux et d'autres questions d'importance nationale. Des dispositions sont actuellement prises pour que le Conseil devienne une fédération à laquelle pourront adhérer tous les étudiants de toutes les provinces du pays, ce qui aura pour effet d'accroître son influence ainsi que ses responsabilités. Ces étudiants ne se considèrent pas, toutefois, comme des politiciens : ils veulent être la conscience de la société et participer aux efforts entrepris pour atteindre les objectifs nationaux : démocratie, progrès économique et justice sociale.

39. La délégation thaïlandaise se félicite de relever dans le rapport du Secrétaire général que les jeunes gens d'aujourd'hui s'intéressent davantage aux questions internationales que ceux des générations précédentes, car cet aspect de la question lui paraît très important pour l'établissement d'une paix durable dans le monde. Elle estime qu'il faudrait toutefois donner aux jeunes la possibilité d'acquérir plus de connaissances au sujet de l'Organisation des Nations Unies, pour qu'ils puissent mieux comprendre ses objectifs et ses activités. Il faudrait également encourager l'organisation de séminaires internationaux de jeunes sous les auspices de l'ONU, comme celui qui a eu lieu à San Remo, afin de permettre aux jeunes des divers pays d'échanger leurs points de vue sur les questions internationales et de travailler ensemble à la réalisation d'un objectif commun, au bénéfice de l'humanité tout entière.

40. Dans la deuxième partie de son rapport (E/CN.5/486/Add.1 et Corr.1), le Secrétaire général indique que la situation d'ensemble en matière d'éducation ne répond pas de manière appropriée aux besoins et aux aspirations de la jeunesse. Le Gouvernement thaïlandais est conscient de ce problème et il procède constamment au réexamen et à la révision de son système d'éducation pour tenir compte des besoins des jeunes et leur donner une préparation adéquate, compte tenu des possibilités d'emploi et des autres exigences du développement national. M. Chavanaviraj souligne à cet égard que la Thaïlande pratique depuis longtemps une politique d'égalité complète en matière d'enseignement, aucune discrimination n'étant pratiquée. C'est ainsi que dans certaines disciplines universitaires il y a plus d'étudiantes que d'étudiants et que de nombreuses personnalités du monde des affaires et de l'enseignement sont des femmes; par ailleurs, les dirigeants des deux sexes du Conseil national des étudiants appartiennent à des milieux sociaux et à des religions différents. Des bourses sont

octroyées par le gouvernement pour aider les étudiants provenant de milieux peu favorisés, aussi bien au niveau secondaire qu'au niveau universitaire. Par ailleurs, pour essayer de freiner la migration des jeunes vers les zones urbaines, différentes universités régionales ont été créées, qui admettent chaque année sans examen d'entrée 10 p. 100 des élèves ayant achevé leurs études secondaires dans la région. Enfin, le gouvernement accorde une grande attention à la formation professionnelle des jeunes dans l'ensemble du pays.

41. En ce qui concerne la question de la santé et des besoins nutritionnels des jeunes, qui est évoquée dans la même partie du rapport, la délégation thaïlandaise estime que le problème de l'abus des stupéfiants n'a pas été suffisamment étudié. Etant donné l'ampleur de ce problème et ses conséquences pour la santé physique et mentale des jeunes, il conviendrait, même dans les sociétés qui n'en souffrent pas encore, de mettre au point des mesures de prévention efficaces. La délégation thaïlandaise espère donc qu'une étude plus approfondie de cette question sera faite dans le cadre des travaux futurs de la Commission concernant la jeunesse.

42. La délégation thaïlandaise souscrit, d'une manière générale, aux mesures recommandées dans la troisième partie du rapport (E/CN.5/486/Résumé) et examinera avec soin toutes les dispositions que pourra prendre la Commission en vue de répondre aux besoins et aux aspirations de la jeunesse.

43. M. CARPENTER (Nigéria) dit que sa délégation juge le rapport du Secrétaire général sur la jeunesse fort complet et souscrit sans réserve aux recommandations qui y figurent.

44. Le Gouvernement nigérian a pris de nombreuses mesures en vue de permettre aux jeunes de participer pleinement aux affaires publiques de la nation. Si l'enseignement, conformément à la politique du Nigéria dans ce domaine, n'est pas gratuit ni obligatoire, il s'est toujours vu attribuer un rang de priorité élevé dans les plans nationaux de développement. De très nombreuses bourses sont octroyées pour aider les élèves doués dont la situation financière est difficile et il existe même un fonds national constitué en vue de consentir des prêts aux étudiants à titre personnel. Sur le plan social, le gouvernement a créé un Conseil national de la jeunesse pour stimuler l'intérêt des jeunes à l'égard des activités qui les prépareront à leur future vie d'adultes et de citoyens. D'autres organisations ont également été constituées dans divers domaines, notamment celui des sports, pour encourager les jeunes à participer pleinement aux affaires nationales. M. Carpenter souligne que la main-d'œuvre manque dans son pays et que les jeunes n'ont donc aucune difficulté à trouver un emploi correspondant à leurs aptitudes, contrairement à ce qui se passe dans d'autres pays.

45. La délégation nigériane souhaiterait toutefois appeler l'attention de la Commission sur le fait que la question des droits fondamentaux de la jeunesse ne se limite pas à assurer leur participation pleine et active à la vie de la communauté : il faut aussi leur donner le moyen de mener une vie saine et, surtout, utile. C'est dans ce contexte qu'il faut situer le problème de la protection de la jeunesse contre certains des produits du monde matérialiste et sans scrupules qu'est le monde contemporain. Nul ne conteste la réalité de la

menace que représentent les armements modernes pour la vie humaine, mais les stupéfiants, par exemple, sont tout aussi dangereux et peuvent menacer l'existence même de la race humaine si l'on ne protège pas les jeunes, qui ne sont pas vraiment conscients du danger, contre les criminels qui n'hésitent pas à offrir gratuitement des stupéfiants à des enfants pour pouvoir ensuite leur en vendre. La délégation nigériane se félicite donc que le Secrétaire général ait mis ce problème en relief dans la deuxième partie de son rapport et que les gouvernements aient été invités, en particulier, à n'épargner aucun effort pour réglementer la fabrication et la distribution des médicaments qui risquent d'être employés de façon abusive ou d'entraîner une accoutumance. Le Gouvernement nigérian a déjà pris des mesures concrètes dans ce sens.

46. Un autre problème qui se pose en matière de santé est celui de la santé rurale. En effet, dans tous les pays en voie de développement, où les ressources sont limitées, la priorité va, en matière de services sanitaires, aux zones où la population est la plus dense et les zones rurales sont, de ce fait, négligées. Or c'est précisément dans ces zones que la situation est la plus grave pour les jeunes, en raison de l'ignorance, de l'incidence des maladies et de l'insuffisance du niveau de vie, qui se traduisent par un taux de mortalité infantile très élevé. Les pays en voie de développement ne sont pas à même de faire face seuls à ce problème; aussi, la délégation nigériane fait-elle appel à l'OMS pour qu'elle leur fournisse dans ce domaine toute l'assistance possible.

47. M. ROPOTAN (Roumanie) présente, au nom des auteurs, le projet de résolution A/C.3/L.2061. Le titre même du projet de résolution n'appelle aucun commentaire, puisqu'il exprime exactement l'objectif visé par les résolutions pertinentes de l'ONU sur la question de la jeunesse, qui sont énumérées au premier alinéa du préambule. Le deuxième alinéa appelle l'attention sur la complexité des problèmes des jeunes générations; le troisième fait ressortir que les auteurs voient dans le rapport du Secrétaire général une base de travail solide pour les travaux futurs; les quatrième et cinquième alinéas précisent certains des domaines dans lesquels les jeunes rencontrent des difficultés, notamment du fait de la distribution inégale de la richesse et des services, et soulignent le rôle que doit jouer l'Organisation des Nations Unies pour promouvoir la participation des jeunes, compte tenu des objectifs de la Stratégie internationale du développement. Quant aux deux derniers alinéas du préambule, ils traitent des mesures supplémentaires à prendre sur le plan national et sur le plan international pour définir et garantir les droits et les responsabilités des jeunes et de la nécessité de mieux harmoniser les activités des Nations Unies dans le domaine de la jeunesse.

48. Pour ce qui est du dispositif, le paragraphe 1 reflète la satisfaction éprouvée par de nombreuses délégations devant les conclusions et propositions d'action figurant dans le rapport du Secrétaire général. Le paragraphe 2 est un appel lancé aux Etats Membres pour qu'ils prennent toutes les mesures nécessaires en vue d'appliquer ces propositions, qui sont résumées aux alinéas a à d, ainsi que les principes énoncés dans les instruments internationaux pertinents. Le paragraphe 3 répond à l'idée que les mesures prises ne seront efficaces que si l'on tient compte des idées et des

opinions exprimées par les jeunes eux-mêmes ou par leurs organisations lors de l'élaboration des programmes; d'autre part, l'examen et l'évaluation concertés des activités des organisations internationales, régionales et non gouvernementales qui y sont prévus devraient améliorer la coordination et permettre à tous les intéressés de déterminer plus facilement les aspects de la question qu'il convient d'aborder en priorité, tout en aidant les gouvernements à se tenir mieux au courant des problèmes de la jeunesse; en outre, en permettant aux jeunes de contribuer plus activement à la promotion du développement économique et social et de la paix dans le monde, on renforcera l'efficacité des mesures prises en faveur de la jeunesse elle-même. Le paragraphe 4 insiste sur le rôle concret des jeunes dans la vie de la société et le paragraphe 5 sur l'importance des réunions régionales et internationales concernant les grands sujets de préoccupation des jeunes générations; les actions qu'il y aurait lieu d'entreprendre avec la participation des Etats dans des domaines divers permettraient de mettre en évidence l'existence des nouveaux problèmes, de trouver le moyen d'insérer des programmes spéciaux pour la jeunesse dans les programmes des organisations internationales et d'accroître l'intérêt des jeunes pour l'Organisation des Nations Unies. En ce qui concerne le paragraphe 6, les auteurs du projet de résolution ont estimé que la Commission des droits de l'homme était l'organe le plus approprié pour examiner la question de l'opportunité du document international envisagé, qui pourrait être une déclaration définissant la condition des jeunes dans la société contemporaine et visant à orienter l'évolution des politiques et programmes de caractère social destinés à la jeunesse; des priorités pourraient y être recommandées compte tenu de la situation spéciale des divers pays en matière d'enseignement, d'intégration sociale, de rémunération, de protection et d'assistance sociales, de même qu'en ce qui concerne la participation des jeunes à la vie sociale et politique. L'existence d'un tel document contribuerait à éliminer la discrimination qui existe encore dans différentes parties du monde à l'égard des jeunes. Il conviendrait également de mieux définir le cadre institutionnel dans lequel s'inscrivent les préoccupations de la société à l'égard de la jeunesse. Enfin, le paragraphe 7 a pour objet de prier le Secrétaire général de continuer à étudier la situation de la jeunesse.

49. M. DAMMERT (Pérou) dit que sa délégation accorde une grande importance à la question de la jeunesse et à tout ce qui a trait à ses problèmes, à ses aspirations, à sa situation sociale, à ses besoins et à son éducation. Elle estime que le rapport établi par le Secrétaire général à ce sujet est assez complet et donne de la situation de la jeunesse dans certaines parties du monde un tableau d'où il ressort que ses aspirations, sa situation sociale, ses problèmes et ses besoins varient selon les pays, en fonction de leurs réalités nationales et de leur expérience dans les domaines économique, social, culturel, historique et politique. Le Gouvernement péruvien estime pour sa part que l'enseignement joue un rôle fondamental dans les efforts visant à inculquer aux nouvelles générations le respect des droits de l'homme et des libertés fondamentales, à assurer leur participation active au développement national et à la coopération internationale et à susciter chez eux la conscience des réalités nationales sur le plan

socio-économique et sur les plans politique, historique et culturel. Compte tenu de ce qui précède, il a promulgué une loi sur l'éducation aux fins de rompre les structures anciennes et d'éliminer les schémas étrangers. Cette loi, d'aspiration profondément humaniste et sincèrement démocratique, reconnaît la dignité de tous les êtres quelles que soient leur origine, leurs idées ou leur situation sociale, dans l'égalité et la solidarité, ainsi que le respect de l'autonomie de chaque individu et son droit absolu à orienter son propre destin dans un cadre qui lui permette de réaliser pleinement ses aspirations. Aussi, l'éducation y est-elle liée au travail, conçu comme un exercice de solidarité et un moyen pour l'individu de se réaliser en produisant des biens ou en fournissant des services nécessaires à la communauté. L'objectif principal recherché est la création d'une démocratie sociale à laquelle chaque individu participe pleinement, une fois éliminés les aspects individualistes et égoïstes qui ont prévalu longtemps dans le système éducatif péruvien.

50. A propos des différences qui existent entre les aspirations et les besoins des jeunes des divers pays du monde, M. Dammert souligne que ces différences tiennent en grande partie aux différences entre pays développés et pays en voie de développement et, dans d'autres cas, elles sont liées à des situations politiques ou à des injustices sociales inhumaines, telles que le colonialisme, la discrimination raciale et l'*apartheid*.

51. Il ressort du rapport du Secrétaire général sur la jeunesse que dans les pays en voie de développement la situation, en matière d'enseignement scolaire et universitaire, d'emploi, de santé et de nutrition, n'atteint pas les normes auxquelles aspire tout être humain.

52. M. Dammert dit que sa délégation appuie pleinement les conclusions du Séminaire qui s'est tenu à San Remo, ainsi que les propositions figurant dans le rapport du Secrétaire général.

53. M. AROFF (Malaisie) dit que sa délégation souscrit aux suggestions et aux observations figurant dans l'excellent rapport du Secrétaire général. Il souligne que les jeunes représentent dans son pays environ 60 p. 100 de la population. La Malaisie est un pays où coexistent plusieurs races et elle s'efforce de devenir une nation unie, possédant une identité nationale. Dans cette tâche, les jeunes ont un rôle très important à jouer, car c'est grâce à eux que seront éliminés les préjugés et les autres obstacles qui ralentissent les efforts en vue de l'unité; leur idéalisme et leur dynamisme représentent une force constructive capable de renforcer la solidarité et l'identité nationales. C'est dans cet esprit que la Malaisie a créé un ministère de la jeunesse, de la culture et des sports chargé d'aider, de conseiller et d'orienter les jeunes, ainsi que de mettre au point des programmes et projets en leur faveur. De grands progrès ont pu ainsi être accomplis et, grâce aux organisations nationales de jeunesse, les jeunes ont pu faire la preuve de leurs aptitudes et gagner de la sorte l'appui du public en vue de la solution de leurs problèmes. Des centres de formation ont été établis dans divers domaines. Outre les activités qu'ils déploient sur le plan de la formation proprement dite, ils doivent servir de pivots pour toutes les activités locales intéressant la jeunesse. M. Aroff souligne que la participation de la jeunesse elle-même à toutes les activités entreprises en faveur des jeunes est indispensable.

54. Divers organismes ont été créés par le gouvernement, au niveau de l'action concrète ou au niveau consultatif, pour encourager le dialogue entre les jeunes et le gouvernement et assurer leur participation au processus de développement, tant au stade de la planification et de la décision qu'à celui de l'exécution. M. Aroff signale également que plusieurs associations nationales se sont regroupées pour former une association régionale afin de procéder à des échanges de vues et de données d'expérience. En outre, des rapports étroits ont été établis avec les mouvements internationaux de jeunes et un programme de voyages d'échanges a été organisé entre la Malaisie et le Canada; d'autres programmes doivent suivre. De tels voyages ne peuvent que favoriser la compréhension et la coopération entre les peuples et d'autres pays devraient peut-être suivre cet exemple.

55. Mlle BIHI (Somalie) dit que sa délégation attache une grande importance à la question à l'étude. Les jeunes, qui représentent plus d'un tiers de la population mondiale, seront les dirigeants de demain. Aussi faut-il veiller à ce qu'ils reçoivent la formation et l'éducation qui assureront leur plein épanouissement intellectuel, moral et physique et leur permettront ainsi de jouer un rôle dans la vie politique, sociale et économique des sociétés dans lesquelles ils vivent.

56. Si les problèmes qui se posent aux jeunes diffèrent suivant la région, leurs aspirations — vivre en paix dans un monde libéré de la faim, de la domination de l'homme par l'homme, de la discrimination, de la peur, de la haine et des préjugés — et leurs besoins et leur objectif — contribuer à l'édification d'un monde de ce genre — sont sensiblement les mêmes.

57. En Somalie où, depuis la révolution de 1969, le régime socialiste a pour principal objectif de mettre en place une société reposant sur le travail et le principe de la justice et de l'égalité sociales, le rôle des jeunes a été radicalement bouleversé. Du fait des faibles ressources du pays et des difficultés énormes qu'il lui faut surmonter, toutes les forces ont été mobilisées. Le plan national de développement a prévu que les jeunes participeraient à des programmes de développement communautaire, à des projets agricoles d'auto-assistance et au processus de prise de décisions à tous les niveaux. Par ailleurs, l'enseignement est gratuit jusqu'au niveau supérieur et, afin d'empêcher l'exode des jeunes ruraux vers les villes, des centres de formation où l'accent est mis sur l'agriculture, le bâtiment et les travaux communautaires ont été créés avec succès.

58. Comme on l'a dit, les problèmes qui se posent aux jeunes ne peuvent être dissociés du contexte social dont ils découlent. Il est regrettable d'avoir à constater que la faim, l'analphabétisme, la malnutrition et le chômage sont les principaux problèmes qui se posent à la majorité des jeunes. En outre, dans les pays coloniaux, l'existence même des jeunes est en danger. La situation dangereuse créée par l'*apartheid*, les guerres coloniales du Portugal, le régime de Smith, les forces expansionnistes d'Israël affectent le bien-être et la sécurité de millions de jeunes.

59. La délégation somalie, comme d'autres délégations, appuie les conclusions du rapport du Secrétaire général, afin que l'Organisation des Nations Unies puisse mettre au point de nouvelles mesures efficaces de nature à assurer un monde meilleur, un

monde conscient du rôle, des besoins et des aspirations de la jeunesse.

60. M. DESBIENS (Canada) dit que dans tous les pays, quel que soit leur niveau de développement, la jeunesse cherche et aspire à participer davantage à tous les domaines de la vie de la société. Elle prend de plus en plus conscience d'elle-même, de son existence comme entité distincte, du rôle qu'elle doit jouer dans les activités politico-économiques et socio-culturelles de la communauté nationale et internationale. Ce désir de participation est une caractéristique intrinsèque de la jeunesse. La canalisation de ses immenses possibilités, qu'il faut mettre au service de la société, ne peut se traduire que par une contribution utile au développement de celle-ci, et il faut donner à la jeunesse l'occasion d'exprimer ses idées et ses opinions, car elle peut renouveler les valeurs de la société.

61. Le rapport à l'étude est une tentative valable d'examen de la situation et des aspirations de la jeunesse du monde. Malgré la distinction faite entre les jeunes des pays industrialisés et ceux des pays en voie de développement, il souffre d'un excès de généralisation, et ses recommandations auraient gagné à être plus spécifiques et détaillées. Il est demandé aux gouvernements, dans ce rapport, de fournir aux jeunes de meilleures possibilités d'épanouissement et de travail et de les faire davantage participer au processus de prise de décision. Le Canada a déjà adopté des mesures en ce sens en mettant sur pied, en 1971, le programme "Perspectives jeunesse", qui a pour objectif de créer des emplois pour les jeunes pendant l'été; c'est ainsi que l'an passé, près de 40 millions de dollars ont été investis dans 4 300 projets qui ont permis de donner du travail à 36 000 jeunes. Le programme met également l'accent sur la participation de la jeunesse à des activités qui la mettent en contact avec la vie de la communauté, et vise en outre à stimuler l'esprit d'initiative chez les jeunes. D'autre part, le Canada participe à des programmes d'échange de jeunes sur le plan bilatéral avec plusieurs pays et sur le plan international au sein de l'Agence de coopération culturelle et technique et du Commonwealth. Dans le cadre du programme de l'Agence, le gouvernement a accepté d'accueillir le premier Festival international de la jeunesse francophone qui aura lieu à Québec en 1974 et réunira des jeunes de cultures variées.

62. Le Canada attache une grande importance à l'amélioration constante de la situation de la jeunesse tant sur le plan national qu'au niveau international, et il ne ménagera aucun effort pour atteindre cet objectif.

63. M. VIGESTAD (Norvège) se félicite du rapport du Secrétaire général, qui appelle à juste titre l'attention sur les aspirations, les besoins et la situation sociale des jeunes. A l'heure actuelle, du fait de l'éclatement des traditions, il est urgent d'étudier les moyens de mieux répondre aux besoins de la jeunesse.

64. Le Gouvernement norvégien se préoccupe beaucoup de la situation sociale des jeunes et appuie l'idée d'accroître la participation de la jeunesse à la prise de décisions aux niveaux local, national, régional et international. C'est ainsi que depuis 1971, la délégation norvégienne à l'Assemblée générale comprend des représentants des jeunes; ceux-ci peuvent aussi se familiariser avec les travaux de l'Organisation des Nations Unies et aussi faire connaître leur point de vue sur les questions examinées par l'Assemblée. Sur le

plan régional, les activités du Conseil de l'Europe offrent un exemple encourageant de la participation des jeunes.

65. Comme il est noté dans le rapport du Secrétaire général, l'examen des besoins et aspirations des jeunes doit se faire dans le contexte de la situation économique et sociale. Si rien n'est fait pour promouvoir le développement et parvenir à une répartition plus équitable des richesses dans les différents pays et dans le monde, on ne pourra pas assurer un avenir meilleur aux jeunes générations. De l'avis de la délégation norvégienne, l'ONU devrait surtout s'attacher à encourager les jeunes à participer activement aux efforts de développement national pendant la deuxième Décennie des Nations Unies pour le développement. Le programme des volontaires des Nations Unies offrirait à cet égard une possibilité parmi d'autres.

66. Bien que le taux d'expansion démographique ne constitue pas le seul obstacle au développement, il y a lieu de croire que le succès des efforts faits pour résoudre d'autres problèmes importants dépendra beaucoup des mesures prises dans ce domaine. C'est pourquoi la délégation norvégienne se félicite de l'attention accrue que l'on porte aux questions de population dans les pays développés et dans les pays en voie de développement. Les jeunes devraient avoir la possibilité d'indiquer comment, d'après eux, les objectifs de l'Année mondiale de la population pourraient être atteints, car il importe de tenir compte des opinions de la jeunesse lorsque l'on définit l'orientation et la stratégie de base des programmes de population.

67. La situation de l'emploi parmi les jeunes mérite d'être étudiée sur le plan international et national car, comme il est indiqué dans le rapport du Secrétaire général, ce problème — qui existe dans les pays développés et, sous une forme plus aiguë, dans les pays en voie de développement, où 35 p. 100 des jeunes des zones urbaines seraient en chômage — risque de devenir le problème social et économique le plus grave des années 70. La question de l'enseignement et de la formation est étroitement liée au chômage, et il faut mettre au point des systèmes d'enseignement répondant aux besoins et aspirations des jeunes, qui se sentent partout de plus en plus frustrés du fait que ce qu'ils apprennent ne leur permet pas de trouver un emploi.

68. La situation sociale des jeunes fait partie intégrante de la situation sociale de la société en général. Aussi, toute mesure intéressant la situation sociale des jeunes doit-elle faire partie d'un effort concerté pour s'attaquer simultanément à une série de problèmes complexes.

69. M. KRISHNAPPA (Inde) dit que l'existence d'un problème des jeunes est unanimement reconnue, encore que la solution de ce problème fasse l'objet de propositions diverses. Du fait peut-être des progrès constants de la technique, les jeunes du monde entier sont certains que l'ingéniosité humaine n'a pas de limites mais, en même temps, ils doutent que la société et les générations qui les ont précédés aient été à la hauteur de leur tâche. C'est pourquoi ils remettent en question les valeurs et les concepts traditionnels.

70. C'est ainsi qu'en Inde les jeunes cherchent non seulement à participer davantage à la mise en œuvre des politiques, mais aussi à leur élaboration. L'Inde, comme d'autres pays en voie de développement, doit,

avec peu de ressources, faire face à des problèmes de plus en plus variés et, comme la délégation indienne l'a noté lors de l'étude de la question des personnes âgées, le Gouvernement doit veiller à ce que les programmes soient harmonisés, de manière que ce qui est entrepris dans un domaine n'accentue pas les difficultés qui existent dans d'autres secteurs. Aussi se rend-il compte qu'il faut résoudre rapidement les problèmes des jeunes. La Commission nationale indienne de coopération avec l'UNESCO a lancé un programme d'enseignement pour une bonne compréhension internationale. Par ailleurs, pour que les jeunes puissent prendre davantage part à la planification et à la mise en œuvre du développement, les plans économiques indiens prévoient des programmes complétant les activités scolaires, la participation des jeunes aux services communautaires, l'aménagement des loisirs à des fins constructives, et des programmes de formation. Il faut citer ici la création de centres de jeunes où sont organisés des cours de science, de formation professionnelle et d'éducation physique et des activités culturelles et sportives, et qui exécutent des programmes de services sociaux et communautaires.

71. Comme le chômage est un des principaux problèmes auxquels se heurtent les jeunes, on a élaboré des programmes tendant en particulier à multiplier les possibilités d'emploi dans le secteur rural : à cette fin, on encourage le développement des petites exploitations; les projets ruraux et la mise en place de petites industries. Par ailleurs, les banques accordent maintenant plus facilement des crédits aux jeunes qui veulent s'installer à leur compte. Depuis 1945, il existe également tout un réseau de bourses du travail. Dans ses efforts pour résoudre les problèmes de l'emploi, le Gouvernement s'inspire de quelques idées de base : évaluer constamment les besoins en main-d'œuvre; mettre en place des institutions de formation et assurer le recyclage; veiller au développement intégré de l'agriculture et de l'industrie, et aussi des politiques et programmes d'enseignement correspondants; encourager les individus à s'installer à leur compte dans divers secteurs de l'économie; améliorer les rapports entre l'industrie et les écoles techniques; mettre au point un programme de placement efficace, tenant compte des réalités du marché de l'emploi et prévoyant la création de services d'orientation professionnelle.

72. M. VARGA (Hongrie) rappelle que, d'après le rapport du Secrétaire général, les jeunes de moins de 24 ans représenteront 55 p. 100 de la population du monde en 1980. Il n'y a donc pas une seule question sociale, politique ou économique qui n'ait pas, directement ou indirectement, une influence sur les intérêts de la jeunesse. La délégation hongroise pense que l'on peut évaluer le dynamisme d'un pays d'après la faculté qu'il a de mettre l'enthousiasme et les ambitions des jeunes au service du développement de l'ensemble de la société.

73. La Hongrie, qui compte sur ses jeunes pour réaliser ses objectifs politiques, sociaux et économiques, se préoccupe de la génération qui édifiera l'avenir. La Constitution prévoit qu'une attention particulière est portée au développement et à l'éducation sociale des jeunes et que les intérêts de la jeunesse sont garantis. Il existe un Conseil national de la politique en faveur des jeunes, chargé de formuler des propositions en vue de résoudre les problèmes intéressant la jeunesse et, en outre, de surveiller la mise

en œuvre de la loi sur la jeunesse adoptée en 1971. Cette loi énonce les responsabilités de toute la société hongroise à l'égard des générations futures. Elle définit les tâches des organes et institutions d'Etat qui s'occupent de la jeunesse et énonce les droits et les devoirs fondamentaux des jeunes. La loi traite de l'enseignement — qui est ouvert à tous sans distinction fondée sur la nationalité, la religion, l'origine ou le sexe — et de la participation des jeunes à la vie publique et sociale, de la situation sociale et de la protection de la santé des jeunes, de leurs activités culturelles et sociales, ainsi que des organisations sociales de jeunes. Ces organisations ont le droit de défendre les intérêts particuliers des jeunes dans les entreprises et dans les établissements d'enseignement. Il faut signaler également que les jeunes sont élevés dans le respect des droits de l'homme fondamentaux et l'amour de la paix et dans l'idée d'une meilleure compréhension entre les nations et de la solidarité avec la juste lutte des peuples coloniaux. Une des caractéristiques du système scolaire est que, du fait qu'ils sont encouragés à poursuivre leurs études, les enfants d'ouvriers et de paysans représentent près de la moitié du nombre des élèves des établissements d'enseignement secondaire et supérieur. D'autre part, comme le plein emploi est assuré, les jeunes trouvent tous du travail. Comme on fait en sorte que les jeunes participent à la vie publique et sociale, l'Assemblée nationale compte 21 membres de moins de 30 ans, tandis que 35 p. 100 des syndiqués et 26 p. 100 des dirigeants des syndicats ont moins de 30 ans. L'activité des jeunes prouve qu'ils peuvent faire œuvre utile et sont conscients de leurs responsabilités. Il faut cependant reconnaître que malgré tous les efforts déployés pour améliorer leur situation, il reste encore beaucoup à faire, notamment dans le domaine du logement.

74. Le rapport du Secrétaire général est le fruit d'efforts sérieux et louables en vue d'analyser complètement les problèmes complexes que pose la situation sociale des jeunes et de proposer des mesures pratiques. Ce rapport mentionne de nombreux faits inquiétants; en particulier, on constate, et c'est là une des séquelles des régimes coloniaux, que la pauvreté, le chômage et l'analphabétisme sont le lot d'un pourcentage considérable de jeunes des pays en voie de développement. Cet état de choses ne s'améliorera sans doute pas sensiblement au cours des années à venir. D'autre part, l'augmentation du nombre des jeunes accroîtra encore davantage le chômage et le sous-emploi dans de nombreuses régions du monde. Le rapport indique clairement que dans les pays capitalistes, les jeunes se rebellent de plus en plus contre des conditions sociales et des injustices qui vont à l'encontre de leurs intérêts vitaux. Dans ces pays, la question de l'emploi soulève des difficultés encore plus graves. Mais il faut noter que le rapport ne révèle pas les causes profondes de ces problèmes de nature socio-économique, et la délégation hongroise ne saurait souscrire à l'idée que, dans les pays capitalistes, ces problèmes s'expliquent par le conflit des générations. En ce qui concerne l'enseignement, la délégation hongroise fait sienne la conclusion du rapport selon laquelle ce n'est qu'en éliminant les problèmes sociaux plus profonds que l'on pourra éviter les échecs des systèmes d'enseignement dus en grande partie à la composition sociale des élèves, au caractère dépassé des programmes et à l'insuffisance de la formation dispensée.

75. La délégation hongroise appuie un grand nombre des mesures proposées dans le rapport. Elle attache une importance particulière aux propositions tendant à assurer une répartition plus équitable des richesses, des services et des possibilités d'emploi, à mettre en œuvre des réformes agraires pour aider les jeunes ruraux à réviser les systèmes d'enseignement et à améliorer la situation de la jeunesse du point de vue de la santé.

76. Mme KOROMA (Sierra Leone) dit que la Sierra Leone se préoccupe beaucoup des jeunes, qui convergent en réalité les plans à long terme. C'est pourquoi les mesures visant à assurer leur protection et à les former de manière qu'ils contribuent au développement futur de la nation constituent une partie intégrante de ses efforts de développement du pays.

77. Mme Koroma se félicite du caractère pragmatique du rapport du Secrétaire général et des efforts qu'on y fait pour déterminer les données particulières des jeunes dans les pays en voie de développement. Ces jeunes ont les mêmes aspirations que les autres jeunes du monde : recevoir une bonne instruction, être en bonne santé, trouver du travail et participer aux plans nationaux de développement et aux programmes de coopération internationale. Mais les similitudes s'arrêtent là, et c'est pourquoi il faut identifier séparément leurs problèmes et leurs besoins et multiplier les programmes des organisations internationales visant à compléter les programmes des pays en voie de développement. Aujourd'hui, en Afrique, la question la plus urgente est la mise en place de systèmes d'enseignement valables. En effet, les systèmes hérités des régimes coloniaux ne sont pas adaptés aux conditions existantes et ne tiennent pas compte des aptitudes des enfants. Par ailleurs, il ne faut pas oublier les effets de ces systèmes d'enseignement sur la mentalité de la jeunesse. C'est ainsi que dans la plupart des études faites sur le chômage parmi les jeunes, on déplore l'attitude des jeunes générations vis-à-vis de la formation technique et des travaux manuels. Or cette attitude est imputable au fait qu'ils ont grandi dans un milieu où une formation littéraire ou artistique permet de faire partie de la soi-disant élite sociale.

78. Aussi la Sierra Leone, comme de nombreux autres pays en voie de développement, s'est-elle attachée à restructurer et à orienter son système d'enseignement afin de fournir aux jeunes des chances égales en respectant les droits de l'homme. Elle consacre à cette fin un pourcentage très important de ses ressources. Certes, malgré ses efforts, il reste encore beaucoup à faire, et c'est pourquoi la délégation sierra-léonienne estime qu'il faut davantage coordonner les activités et programmes des organes de l'ONU et des institutions spécialisées intéressant la jeunesse. Le moment est venu d'agir, c'est-à-dire d'insister sur la mise en œuvre des résolutions concernant la jeunesse adoptées depuis 1968. En effet, le monde évolue, et il faudrait que ces recommandations soient mises en œuvre avant qu'elles ne deviennent périmées.

79. Mme Koroma présente ensuite le projet de résolution A/C.3/L.2062, intitulé "La jeunesse, son éducation et ses responsabilités dans le monde actuel". Elle souligne que ce projet n'est aucunement incompatible avec le projet de résolution A/C.3/L.2061; il envisage simplement la question sous un autre angle et insiste sur des mesures pertinentes reposant sur les

idées formulées depuis 1968, date de la première résolution de l'Assemblée générale sur la question.

80. La résolution 2497 (XXIV) de l'Assemblée générale, rappelée dans le préambule du projet de résolution, avait reconnu l'importance des jeunes dans la promotion de la paix mondiale, de la justice, du progrès économique et social et des droits de l'homme; les auteurs pensent qu'il est important de rappeler aux Etats Membres leur responsabilité en ce qui concerne l'application d'une politique conforme aux principes qu'ils professent. Le paragraphe 2 du dispositif souligne l'importance d'une coordination accrue des activités et des programmes relatifs à la jeunesse en vue d'une approche efficace et harmonisée des problèmes. Le paragraphe 3 du dispositif invite solennellement les jeunes à affirmer leur foi dans les principes et objectifs de la Charte des Nations Unies; en effet, les auteurs sont convaincus que, forts de ces valeurs fondamentales, les jeunes sauront créer un monde meilleur. Le paragraphe 4 du dispositif met en lumière l'importance de l'éducation et de la formation des jeunes des pays et territoires coloniaux en vue d'accélérer leur libération et le plein exercice de leur droit à l'autodétermination. Le paragraphe 5 du dispositif est l'un des plus importants, car il demande instamment aux gouvernements d'assurer aux jeunes des conditions favorables qui leur permettent de participer à la vie publique nationale et internationale, au niveau de l'exécution comme à celui de la décision. Enfin, au paragraphe 6, le Secrétaire général est prié de faire rapport à l'Assemblée générale, à sa trentième session, sur l'application de la résolution.

81. Mlle CAO PINNA (Italie) estime que le grand nombre de délégations qui ont pris la parole sur la question de la jeunesse témoigne en lui-même de l'importance qui y est attachée. Les orateurs précédents ont cependant passé sous silence l'un des aspects de la question, à savoir l'aspiration de la jeune génération à bénéficier de conditions qui lui permettent de jouir pleinement des libertés fondamentales. Par souci de brièveté, Mlle Cao Pinna se contentera de faire quelques observations sur ce besoin, ressenti à tout âge mais plus particulièrement par les jeunes.

82. Le manque d'intérêt apparent de la Commission pour cet aspect important de la question est peut-être dû au fait que le rapport du Secrétaire général s'étend davantage sur les besoins fondamentaux des jeunes tels que la santé, l'enseignement, l'emploi et la participation au développement national plutôt que sur l'épanouissement complet de leur personnalité en tant que telle et en tant que condition de leur pleine participation au développement de la société.

83. L'Italie, ayant de la société une conception démocratique, est convaincue que les jeunes, fussent-ils en bonne santé, éduqués et employés, ne peuvent parvenir au plein épanouissement de leur personnalité et par conséquent ne peuvent participer pleinement au développement continu de la société s'ils ne bénéficient pas également de toutes les libertés fondamentales, sans aucune exception. Au nombre des conditions à remplir pour cela, Mlle Cao Pinna cite : la liberté d'information, de pensée et d'expression, un échange libre et démocratique d'idées et de données d'expérience entre jeunes gens de pays différents et de régions différentes et une liberté de mouvement qui ne

soit pas seulement limitée aux déplacements sportifs ou touristiques.

84. La délégation italienne tient à souligner qu'elle n'oublie aucunement les besoins pressants des jeunes dans les pays en voie de développement, en particulier dans le domaine de l'emploi, pas plus qu'elle ne sous-estime les aspirations les plus immédiates des jeunes qui sont encore privés de la jouissance des droits de l'homme et des libertés fondamentales pour des raisons de race, au mépris des principes de la Charte. Elle tient seulement à mettre en lumière qu'il est primordial que les jeunes bénéficient de toutes les libertés fondamentales proclamées dans les instruments des Nations Unies et que c'est là une condition essentielle à leur participation au développement dynamique et harmonieux de la société.

85. Les séminaires organisés par l'ONU dans le cadre des services consultatifs dans le domaine des droits de l'homme, ainsi que les consultations directes de jeunes entreprises depuis peu par la Division du développement social, sont certainement d'excellents moyens de parvenir à l'objectif fixé. Le fait même que l'Italie ait mis sur pied récemment à San Remo le Séminaire des Nations Unies sur la jeunesse et les droits de l'homme — que diverses délégations ont voulu mentionner dans leurs interventions — prouve bien l'importance que ce pays attache à l'étude continue des aspirations de la jeunesse au moyen de contacts directs entre les jeunes. Ce qui importe à ce point de vue, c'est que les jeunes aient la possibilité de se rencontrer et de discuter de leurs besoins et aspirations. L'Italie préconise également des réunions où le nombre de participants serait suffisamment réduit pour permettre un échange de vues plus approfondi, des liens d'amitié plus durables et une meilleure compréhension. Toutefois, le recours aux séminaires et aux consultations directes risque de ne pas donner de résultats rapides. L'Italie considère que le plein exercice des libertés fondamentales et des droits de l'homme est une condition essentielle à l'épanouissement de la personnalité des jeunes dans une société à base démocratique. La délégation italienne souhaite que cette préoccupation, qu'elle croit partagée par les autres délégations, soit exprimée dans les conclusions de la Commission sur cette question. Mme Cao Pinna tient à remercier le Sous-Secrétaire général au développement social et aux affaires humanitaires pour sa présentation détaillée de la question (2026^{ème} séance) et pour sa participation à l'élaboration du rapport du Secrétaire général.

86. M. BRIXI (Algérie) dit que la délégation algérienne attache autant d'importance à la question de la jeunesse qu'à celle des personnes âgées, bien qu'elle ne se pose pas dans les mêmes termes. Le respect rend moins aigu le problème des personnes âgées, alors que celui de la jeunesse préoccupe l'Algérie au premier chef étant donné que les jeunes représentent 56 p. 100 de la population totale du pays. Si les valeurs traditionnelles de la société algérienne préservent les vieillards et les personnes âgées des maux auxquels ils sont exposés dans d'autres sociétés, le Gouvernement algérien ne se demande pas moins avec une profonde inquiétude s'il pourra prévenir les conséquences de l'évolution individualiste de la société industrielle et préserver les générations futures du malaise de vivre que connaît ce type de société. M. Brixi estime que les pays en voie de

développement doivent réfléchir aux moyens d'éviter de tomber dans le sectarisme des générations qui aboutit à l'incompréhension totale. Les jeunes souffrent de l'hégémonie qu'exerce sur eux une catégorie intermédiaire qui pense et décide pour eux, exerce son autorité pour perpétuer l'ordre établi et agit d'une façon qui ne correspond pas aux idéaux qu'elle proclame. Elle nourrit les jeunes d'humanisme, mais étouffe les aspirations humanistes des peuples sous sa domination; elle apprend aux jeunes à chanter la liberté et ne fait qu'écraser dans le sang ceux qui osent revendiquer leurs droits fondamentaux; elle proclame l'égalité de tous, mais n'hésite pas à pratiquer la discrimination et l'*apartheid*.

87. A cet égard, le rapport du Secrétaire général fait une analyse détaillée des problèmes qui se posent à la jeunesse des pays développés et à celle des pays en voie de développement. Les recommandations qui y sont contenues peuvent servir à tous les pays qui s'efforcent de comprendre la jeunesse, de dialoguer avec elle, de la faire participer à la construction de la société dans laquelle elle doit vivre. De l'avis de la délégation algérienne, cependant, le rapport du Secrétaire général n'approfondit pas suffisamment les différences qui existent entre les problèmes de la jeunesse des pays en voie de développement et ceux de la jeunesse des pays développés. La jeunesse des pays en voie de développement se sent pleinement concernée par le développement national du pays, et ce sentiment d'adhésion la préserve encore des conséquences fâcheuses de l'absence de raison de vivre. La délégation algérienne est convaincue que pour résoudre les problèmes de la jeunesse, il faut faire porter les efforts sur la participation et l'adhésion des jeunes à un objectif commun visant le bien-être de tous sans discrimination. Le Gouvernement algérien, conscient du rôle dynamique de la jeunesse, l'associe non seulement aux activités d'exécution mais aussi à la prise de décisions concernant toutes les grandes entreprises du pays. C'est ainsi que la jeunesse algérienne participe pleinement à l'effort de développement économique du pays et notamment à la mise en œuvre de la révolution agraire, à la réalisation de l'unité africaine et à la campagne d'alphabétisation. Sur le plan international, la jeunesse algérienne soutient les jeunes des pays qui luttent pour leur libération totale et participe effectivement à toutes les réunions des jeunes progressistes. M. Brixi souligne que c'est en mettant à profit les capacités de la jeunesse, grâce à un dialogue permanent, que les pays en voie de développement parviendront à éviter les crises qui ont secoué les sociétés occidentales.

88. M. ACEVEDO MORGÁ (Mexique) propose une révision du projet de résolution publié sous la cote A/C.3/L.2061, sous réserve de l'assentiment des autres auteurs, qu'il n'a pas eu le temps de consulter. Il s'agit d'ajouter à la fin du paragraphe 1 du dispositif le membre de phrase suivant : "et des conclusions du Séminaire sur la jeunesse et les droits de l'homme, qui s'est tenu à San Remo (Italie), et qui figurent dans le document A/C.3/L.2052;"

89. Mlle CAO PINNA (Italie) remercie le représentant du Mexique d'avoir pensé à mentionner dans le projet de résolution ce séminaire, auquel l'Italie attache beaucoup d'importance.

90. Le PRÉSIDENT fait observer que la Commission a entendu 53 orateurs sur la situation sociale de la jeunesse dans le monde. Six délégations n'ont pas pu prendre la parole; si elles le souhaitent, elles pourront intervenir le lundi 19 novembre, soit avant, soit après l'examen des deux projets de résolution A/C.3/L.2061 et A/C.3/L.2062.

91. En vue de terminer l'examen de ce point de l'ordre du jour le lundi soir, le Président fixe au lundi 19 novembre à midi le dernier délai pour le dépôt d'amendements à ces deux projets.

La séance est levée à 18 h 10.

2031^e séance

Lundi 19 novembre 1973, à 10 h 40.

Président : M. Yahya MAHMASSANI (Liban).

A/C.3/SR.2031

POINT 62 DE L'ORDRE DU JOUR

Situation sociale de la jeunesse dans le monde : rapport du Secrétaire général (suite) [A/9003 et Corr.1, chap. XXI, sect A.8; A/9119 et Corr.1, A/C.3/L.2052, 2061 à 2063, E/CN.5/486 et Corr.1, Add.1 et Add.1/Corr.1 et E/CN.5/486/Résumé]

1. M. ALFONSO (Cuba) dit que l'importance de la jeunesse dans le développement des sociétés et l'attention que la Commission doit porter à la situation sociale de la jeunesse ressortent clairement de l'adoption par l'Assemblée générale de sa résolution 2037 (XX) intitulée "Déclaration concernant la promotion parmi les jeunes des idéaux de paix, de respect mutuel et de compréhension entre les peuples" ainsi que de l'adoption par le Conseil économique et social de sa résolution 1752 (LIV), par laquelle il a réaffirmé le droit inaliénable des jeunes à l'emploi, à l'éducation, au logement et aux soins médicaux ainsi qu'à la satisfaction des autres besoins sociaux et culturels.

2. Comme la délégation cubaine n'est pas membre de la Commission du développement social ni du Conseil économique et social et qu'elle n'a pas pris part aux travaux qui ont abouti à la présentation par le Secrétaire général du rapport sur la jeunesse à la Commission du développement social lors de sa vingt-troisième session (E/CN.5/486 et Corr.1, Add.1 et Add.1/Corr.1 et E/CN.5/486/Résumé), elle tient à faire quelques observations sur la situation de la jeunesse cubaine ainsi que sur le mouvement de la jeunesse cubaine et sa participation passée et présente à l'édification d'une nouvelle société à Cuba. Par ses sacrifices, la jeunesse cubaine a permis à la révolution de triompher et elle joue maintenant un rôle important dans le développement économique de Cuba. La révolution cubaine n'a cessé d'être l'un des mouvements politiques les plus "jeunes" de l'histoire contemporaine, à la fois par ses réalisations et ses aspirations ainsi que par ses méthodes. Les trois générations de jeunes qui ont finalement réussi en 1959 à transformer l'ordre économique et social qui avait prévalu jusqu'alors ont donné au pays ses dirigeants politiques actuels. Ceux qui sont parvenus à l'âge de l'adolescence depuis 1959 participent maintenant, par l'intermédiaire de la Ligue des jeunes communistes non seulement à l'œuvre qu'il faut accomplir dans l'immédiat pour que le pays connaisse un développement rapide, mais aussi à la prise des décisions qui régissent l'exécution des plans de développement.

3. Les jeunes Cubains n'ont jamais manqué de l'instruction ni de l'expérience pratique nécessaires pour accomplir cette œuvre vitale. Dans la lutte victorieuse qu'ils ont menée pour rejeter le carcan économique, social et politique qui les enserrait, ils ont été inspirés par les théories révolutionnaires de Martí et de Lénine et le néo-colonialisme imposé à Cuba par les Etats-Unis à la suite de l'intervention militaire américaine à la fin du XIX^{ème} siècle et au début du XX^{ème} siècle, avec ses inévitables corollaires que sont la faim, l'analphabétisme, la discrimination raciale et la corruption politique, a façonné leurs convictions anti-impérialistes. Lorsque la révolution a triomphé, les jeunes se sont consacrés avec enthousiasme aux activités de production, aux études et à la défense du pays, encouragés par les idéaux du mouvement cubain de jeunesse créé en 1962. L'agression impérialiste a continué de lever son tribut de martyrs lors de l'agression de Playa Girón, de la lutte contre-révolutionnaire financée par les Etats-Unis et de l'assassinat de jeunes maîtres qui participaient aux campagnes d'alphabétisation dans les zones rurales. La campagne d'alphabétisation à Cuba n'aurait pas été possible sans la participation des jeunes. Les jeunes travailleurs ont également apporté un soutien vital aux secteurs de la pêche, des transports et de l'industrie du sucre. En raison de cette participation et des grands efforts qu'ils ont déployés, il n'est pas difficile de comprendre l'importance du rôle joué par les jeunes dans le processus de développement de Cuba. En fait, comme l'a dit Che Guevara, la jeunesse est le fondement de la révolution. C'est pourquoi la révolution s'est efforcée d'offrir aux jeunes toutes les possibilités que le développement de Cuba pouvait leur fournir dans le domaine de l'enseignement, de la santé, des sports et de la culture. Pour réaliser la tâche qui lui incombait, la jeunesse cubaine a mis en place sa propre organisation qui compte maintenant plus de 131 000 membres et a pour principe de base de combiner les études avec le travail dans la lutte contre l'impérialisme, l'exploitation, la discrimination raciale et le colonialisme. C'est dans ce contexte internationaliste que la jeunesse cubaine a exprimé sa solidarité avec les jeunes Chiliens qui sont maintenant les victimes d'une usurpation du pouvoir par les militaires de ce pays.

4. Certes, Cuba est parvenue à renverser un système de division et d'exploitation de classe, mais cela ne signifie pas que les problèmes des jeunes soient complètement résolus. Lors de son dernier congrès, le